LE CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS

PRESENTE :

AUX
Elections Législatives
DU
18 Novembre 1962

Claude CHALLIOL

Avocat au Barreau de Nice
Membre du Comité Directeur
du Centre Départemental des Indépendants et Paysans
des Alpes-Maritimes



QUI DEFENDRA

- la Stabilité du Franc
- la Stabilité de l'Etat
- l'expansion de notre Région
- la construction de l'Europe

SUPPLEANT EVENTUEL

Claude VERDIELL

Commerçant à Grasse
Membre du Comité Directeur
du Centre Départemental des Indépendants
et Paysans des Alpes-Maritimes



Avec Antoine PINAY

Votez

Indépendant !

QUI LUTTERA

- contre le pouvoir personnel
- contre les inégalités sociales
- contre l'aventure atomique
- contre les menaces qui pèsent sur l'Agriculture

6e Circonscription des Alpes-Maritimes

Devant les conséquences nationales qui résulteront de la confrontation populaire du 18 novembre 1962, le CENTRE NATIONAL des INDEPENDANTS et PAYSANS qui constitue, avec l'ensemble de ses élus municipaux et départementaux, la formation politique modérée la plus importante de la nation, a décidé de soumettre à votre confiance la candidature d'hommes jeunes et nouveaux qui n'ont pas besoin de vous faire les habituelles promesses électorales. La politique de redressement économique et national représentée par le président Antoine PINAY est, en fait, le symbole de la stabilité monétaire, donc de la prospérité économique sans laquelle il ne saurait y avoir d'évolution sociale. Cette caution, qui n'est pas celle d'un « guide » mais celle d'une politique que l'administrateur municipal de Saint-Chamond a souhaité étendre au pays, se suffit à elle-même.

La nation française est une communauté de familles, de professions, de spiritualités, qui doit trouver en elle-même et sans recours au pouvoir personnel, les moyens démocratiques de résoudre dans le rapprochement des classes et leur collaboration, les problèmes économiques et sociaux posés par l'évolution du monde moderne.

Pour les INDEPENDANTS et PAYSANS qui se flattent de représenter ces « Français moyens » qui ont fait et font le patrimoine intellectuel, scientifique, industriel et agricole que le monde nous envie, « le prestige » ne saurait se traduire par de vaniteuses démonstrations de force. C'est dans le redressement économique qui ne sera pas l'œuvre d'une classe mais de toutes les communautés associées dans une évolution sociale et technique que les amis du président PINAY voient la véritable promotion sociale.

« Le sens de l'histoire » évoqué par les Marxistes et autres progressistes ne se conçoit que dans la perspective finale du triomphe du Bolchevisme qui balaierait, hélas ! les partisans sincères d'un Socialisme dépassé. Nous ne croyons pas à la victoire inéluctable du Communisme mais nous pensons que la seule barrière valable contre le danger qui menace notre civilisation est, bien sûr, dans le retour à une politique occidentale sans équivoque neutraliste, mais aussi dans un redressement économique de la France qui conditionne la véritable évolution sociale à laquelle doivent participer toutes les communautés politiques et syndicales qui ne font pas de la lutte des classes un programme.

Pour nous, INDEPENDANTS et PAYSANS, notre programme c'est d'abord la liberté de travailler, d'entreprendre, de posséder, d'exercer un métier sans contrainte de l'Etat, que l'on soit ouvrier, ingénieur, chef d'entreprise, médecin, commerçant, artisan, intellectuel ou paysan ; liberté de créer, de produire, d'investir dans le cadre d'un système économique, fruit d'une révolution monétaire et fiscale, qui mette les ressources nationales de la production au service de la nation. N'est-il pas scandaleux qu'un pays en pleine évolution économique grâce à l'audace de ses chefs d'entreprises, de ses ingénieurs, de ses commerçants, de ses artisans, de ses ouvriers, de ses paysans, voit le fruit de son travail, de sa production engouffré dans le déficit de « l'Etat-patron » et de ses millions de bénéficiaires ? N'est-il pas aberrant, au moment où la France, par le labeur de tous, accède à une prospérité économique qui allait permettre une révolution sans précédent de la condition sociale et permettre d'assurer aux personnes âgées une existence décente par la revalorisation des retraites et des rentes, de voir gaspiller en une dérisoire force de frappe ou en d'incontrôlables dons aux républiques indépendantes d'Afrique, dons qui dépassent très largement ce que coûtait l'Afrique française, nos propres épargnes ?

Pour solutionner les questions sociales, les problèmes graves posés à l'agriculture, à l'industrie et au commerce français par le Marché commun, les INDEPENDANTS et PAYSANS exigent des économies et la concentration égoïste de nos moyens nationaux, l'arrêt, avec les pays d'Afrique, d'une coopération financière à sens unique, la remise en ordre des secteurs nationalisés et la réduction du train de vie somptuaire de l'Etat.

Enfin, et ce n'est pas le moindre de nos buts, celui de rétablir, aux lendemains du déchirement de la province française d'Algérie, l'unité nationale par une amnistie totale qui atténuera le drame de l'armée, celui des Français d'Algérie, rapatriés de la Patrie, qui ont le droit à la réparation intégrale des dommages et des spoliations et à la sollicitude de la nation, amnistie totale qui redonnera — comme l'a souhaité unanimement la haute autorité du Conseil d'Etat — l'indépendance à la magistrature et à la justice.

L'avenir de la démocratie ne se conçoit que dans la coexistence efficace des grands courants politiques traditionnels. Mon suppléant et moi avons l'honneur de représenter une de ces forces nationales qui s'appuie sur ces bases essentielles que sont la famille, la propriété, la terre, la commune, les valeurs spirituelles. C'est pourquoi le CENTRE NATIONAL des INDEPENDANTS et PAYSANS qu'anime M. le Président Antoine PINAY nous a demandé de représenter la grande formation républicaine des Modérés dans la confrontation électorale la plus lourde de conséquences politiques que va connaître la nation.

Nous avons décidé de mener la bataille électorale contre un parlementaire qui a choisi de défendre inconditionnellement la politique du pouvoir. On peut critiquer l'action parlementaire d'un adversaire quand il y a eu interventions, or l'élu U.N.R. de la sixième circonscription — le « Journal officiel » en fait foi — n'est jamais intervenu pour les problèmes qui se posent à notre région, ne s'est jamais opposé au moindre décret. Ce fut incontestablement « le député le plus silencieux » de l'Assemblée. Cette conception de la représentation populaire a permis à M. ZILLER de retrouver l'investiture de son parti, mais nous lui contesterons celle de ses électeurs.

C'est la raison de notre candidature dans le cadre d'une formation politique représentée efficacement au Parlement et qui posera (c'est le seul engagement que nous prenons) les problèmes économiques d'une région qui a tant besoin d'être défendue dans ses industries vitales : le tourisme (ne serait-ce que l'aménagement de la route Napoléon), donc le commerce et la libre entreprise, la parfumerie, l'horticulture et l'agriculture, industries qui sont évidemment moins préoccupantes pour un parlementaire U.N.R. que la force de frappe ou l'aide aux pays de la Communauté.

C'est parce que nous sommes convaincus que vous comprendrez l'efficacité de notre politique de stabilité économique et de défense des intérêts régionaux que nous souhaitons la confiance des électeurs.

Claude CHALLIOL.

Sté IMP. JOYEUX - NICE - Tél. 80-06-47